



FICHE DE COMMUNICATION DU PROJET

Nom de l'association	Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire (CCFD-TS)
Site internet	www.ccf-d-terresolidaire.org

Intitulé de l'opération	Pour l'émergence d'un dialogue politique concerté sur la sécurité alimentaire dans des territoires transfrontaliers de la Mauritanie, du Sénégal, du Mali, du Niger et du Burkina Faso
Lieux d'intervention	<u>Mauritanie</u> : Régions du Gorgol et du Guidimakha <u>Sénégal</u> : Régions de Matam et Tambacounda <u>Mali</u> : Régions de Kayes et de Yélimané <u>Niger</u> : Régions de Tillabéry et Niamey <u>Burkina Faso</u> : Région du Sahel
Type de projet	Projet de terrain
Thématique(s)	Sécurité alimentaire Bonne gouvernance

Principaux partenaires du projet	<p>1.1. Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural (GRDR) ; ONG française (association loi 1901)</p> <p>1.2. Actions pour la sécurité et la souveraineté alimentaires au Niger (AcSSA – Afrique Verte Niger) ; ONG nigérienne</p> <p>1.3. Association pour la Promotion de la Sécurité et de la Souveraineté Alimentaires au Burkina (APROSSA - Afrique Verte Burkina) ; ONG burkinabé</p> <p>1.4. Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire (AMASSA – Afrique Verte Mali) ; ONG malienn</p>
---	--

Résumé du projet
<p>Objectif global : Renforcer les capacités des Organisations Paysannes, de leurs membres et des élus des Collectivités Locales pour contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire en zones transfrontalières sahéniennes enclavées de 5 pays du CILSS (Mauritanie, Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso).</p> <p>Objectif spécifique : Valoriser les dynamiques locales de production, transformation et commercialisation des ressources agro-pastorales pour contribuer à l'émergence d'une gouvernance inclusive des politiques publiques de prévention de l'insécurité alimentaire dans 4 zones transfrontalières sahéniennes.</p> <p>Résultats attendus par objectif : Résultat 1 : Les OP de base et les CL améliorent leurs connaissances sur les politiques publiques de sécurité alimentaire et sur la performance des exploitations familiales. ↳ Principales activités prévues :</p> <p>A1.1 : Production et diffusion d'une connaissance partagée entre OP, CL, Faïtières des lois et chartes relatives à la sécurité alimentaire et d'études dédiées à la performance des exploitations familiales.</p> <p>A1.2 : Analyse comparative des politiques de sécurité alimentaire au sein d'espaces multi-acteurs et</p>

initiation de la définition des enjeux communs en termes de plaidoyer.

A1.3 : Renforcement des capacités et autonomisation des groupes cibles, membres d'OP et élus locaux.

↳ Indicateurs de suivi chiffrés et cibles visées :

a) un inventaire des lois d'orientation nationales et sous régionales ainsi que des principales études menées sur la performance des exploitations familiales est analysé par 200 membres et leaders d'OP et élus locaux et est diffusé en année 1 à 298 OP et 45 CL

b) les résultats de l'inventaire et de son analyse sont diffusés :

1) dans au moins 50 émissions/ reportages sur 9 médias locaux (radios,..) émettant sur des territoires ruraux où vivent 1 million de personnes

2) à travers 5.000 fiches de synthèse distribuées aux membres d'OP et représentants de CL

c) une analyse croisée des orientations et stratégies de sécurité alimentaire est réalisée en année 2 par 105 représentants d'OP et de CL

d) la qualité de la participation et des apports des acteurs de base aux activités du projet est croissante

e) les débats et échanges liés au projet au sein des communautés rurales favorisent une dynamique collective de mobilisation

↳ Indicateurs d'impact chiffrés et cibles visées :

90% des groupes ciblés (200 personnes, membres et leaders de 298 OP, élus locaux de 45 CL) sont en capacité d'explicitier l'impact des politiques publiques de sécurité alimentaire sur : leur activité, leur territoire, la sécurité alimentaire, la viabilité et la performance des exploitations familiales.

Résultat 2 : Les OP renforcent leurs capacités de dialogue avec les pouvoirs publics en développant des projets et des alliances transfrontaliers d'échanges et de pratiques.

↳ Principales activités prévues :

A2.1 : Capitalisation des expériences menées par les OP en matière de gouvernance territoriale, de production, de transformation et de commercialisation de produits agro-pastoraux

A2.2 : Mise en œuvre des 7 expérimentations pour améliorer la production, transformation et commercialisation des produits agro-pastoraux et la concertation /planification communale dans les 5 pays, incluant des missions de transfert de compétences, suivi-évaluation et capitalisation.

A2.3 : Création d'alliances transnationales pour la prise en compte des droits des agro-pasteurs et la promotion des réalisations du projet.

↳ Indicateurs de suivi chiffrés et cibles visées :

a) Capitalisation participative d'initiatives reproductibles documentant l'implication et la performance des dynamiques locales dans la prévention de la SA et l'alimentation des centres urbains ; production participative de fiches (4 000 ex.) et d'un livret de bilan (500 ex.) diffusés auprès des membres des 298 OP/ 45 CL cibles et des autres parties prenantes.

b) Fréquence, objectifs et qualité des missions de transfert de compétences réalisées par des représentants d'OP, de CL et des partenaires.

c) Synthèse des politiques publiques nationales et sous régionales favorisant ou non la mise en œuvre des initiatives reproduites, diffusée auprès des membres des 298 OP/ 45 CL cibles et des autres parties prenantes.

d) Qualité (thèmes, argumentaires, pertinence et faisabilité) du mémorandum de plaidoyer produit.

↳ Indicateurs d'impact chiffrés et cibles visées :

1) Augmentation significative du nombre de rencontres dédiées au plaidoyer entre d'une part les OP et les élus locaux et d'autre part ces acteurs de base et les faïtières nationales et sous régionales.

2) Le mémorandum présenté lors du 2ème atelier sous régional témoigne d'une acception commune (OP/ CL/ Faïtières) des actions politiques à mener en termes de contenu, d'argumentaire et de stratégie, de moyens.

Résultat 3 : Des citoyens, des leaders d'OP, des élus locaux construisent et développent des alliances stratégiques afin de porter des actions de plaidoyer pour la prise en compte de leurs enjeux territoriaux, de leurs droits et de leurs revendications.

↳ Principales activités prévues :

A3.1 : Diagnostic et amélioration des dispositifs de communication grand public déjà existants au niveau de chaque partenaire et de chaque territoire

A3.2 : Formation thématique de 50 leaders de plaidoyer au niveau local (représentants de collectivités et

OP de base) par des représentants de faïtières nationales et/ ou sous régionales pour favoriser les échanges entre pairs et mettre en valeur les expériences transfrontalières (zone BFS et Niger/Burkina).

A3.3 : Missions de plaidoyer conjointes OP/ Elus locaux/ Faïtières, afin de mener des Interpellations institutionnelles pour faire évoluer les politiques nationales et sous régionales

↳ Indicateurs de suivi chiffrés et cibles visées :

a) 50 représentants d'OP et de CL cibles maîtrisent les techniques de plaidoyer et de communication et portent les expériences soutenues par le projet et les recommandations qui en sont issues

b) Ces "leaders plaidoyer" nourrissent la réflexion des réseaux et faïtières existants au niveau national et sous régional

c) Ces "leaders plaidoyer" participent activement à au moins 3 missions conjointes auprès des instances régionales de concertation et/ ou des instances nationales de réflexion, décision et/ou de mise en œuvre des politiques publiques

↳ Indicateurs d'impact chiffrés et cibles visées :

1) Les recommandations prioritaires des OP en matière de prévention de l'insécurité alimentaire et de défense de l'agriculture familiale sont prises en compte dans au moins 10 plans communaux.

2) Les recommandations prioritaires des OP et des élus locaux sont prises en compte dans les plans d'action des principales faïtières nationales et sous régionales.

3) Les recommandations prioritaires des OP et des élus locaux sont présentées aux instances :

> de concertation et de décision sous régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS)

> de réflexion et de décision nationales (commissions de travail parlementaires, institutions ou agents de l'état concernés)

Résultat 4 : La maîtrise de la mise en œuvre du projet est assurée par un comité de pilotage et une coordination efficaces, un suivi rapproché et une gestion rigoureuse des activités.

↳ Principales activités prévues :

A4.1 : Co-Pilotage du projet par le demandeur (CCFD-TS) et les 4 partenaires de mise en œuvre (le GRDR et les Afrique Verte nationales Mali, Niger et Burkina)

A4.2 : Coordination projet à deux niveaux (l'une portée par AcSSA en zone Niger/ Burkina et l'autre portée par le GRDR sur le BFS qui assurera la coordination générale projet) en lien avec le CCFD-TS (responsable hiérarchique), le Copil et les équipes pays

A4.3 : Capitalisation par un Référent issu du GRDR

A4.4 : Contrôle financier international

A4.5 : Suivi/ Evaluation du projet

↳ Indicateurs de suivi chiffrés et cibles visées :

a) Le co-pilotage du projet (CCFD-TS, GRDR, AcSSA, AMASSA, APROSSA) est efficace et régulier

b) Un système de suivi-monitoring transversal est mis en place

c) Un système de capitalisation des initiatives dupliquées est mis en place

d) La gestion financière est rigoureuse, conforme aux exigences du contrat avec l'AFD et validée par un contrôle financier international externe annuel

e) Les partenaires maîtrisent les outils de suivi-évaluation, de gestion et de reporting

f) Une évaluation externe finale est réalisée

↳ Indicateurs d'impact chiffrés et cibles visées :

Le demandeur et les 4 structures partenaires et leur staff terrain mutualisent et développent leur maîtrise en termes de méthode et d'outils :

a. de gestion projet efficaces, efficaces et pérennes

b. d'autonomisation et de formation - action adaptés à leurs cibles

c. de communication, capitalisation et plaidoyer adaptés à leurs cibles

Groupe(s) cible(s)

Les groupes cibles du projet sont au nombre de **200**, membres d'OP ou élus locaux. **Les bénéficiaires directs** de ce projet sont au nombre de **55 850**, soit les membres des 298 OP et leurs familles et les élus locaux des 45 CL rurales ciblées. **Les bénéficiaires indirects** du projet sont les **habitants des communes rurales ciblées** par le biais de leurs élus et qui sont dans la zone d'émission des médias locaux

partenaires, soit **plus d'un million** d'habitants au niveau des 4 zones transfrontalières.

Dans le détail par pays :

🇳🇮 **Niger : Régions de Tillabéry et de Niamey (AcSSA)**

-30 OP de base de la Fédération Taasu banci, soit 1115 membres dont 470 femmes.

-80 OP membres de 2 Unions de la fédération de Mooriben soit 3630 membres dont 2420 femmes.

-12 Groupements féminins de Niamey membres de 4 unions de la Fédération des femmes transformatrices de céréales, soit 280 toutes des femmes. Indirectement l'action bénéficiera aux 320 autres femmes de la fédération.

-3 Communes rurales du département de Téra dans la région de Tillabéry, soit 44 élus locaux dont 6 femmes pour une population totale de 210 300 habitants.

Total pour le Niger : 122 OP de base issues de 3 fédérations pour un total de 5 025 membres, dont 3 170 femmes, et 44 élus locaux, dont 6 femmes, de 3 communes, bénéficiaires directs du projet et 210 620 bénéficiaires indirects.

🇸🇩 **Burkina-Faso : Région du Sahel (APROSSA)**

-30 groupements villageois dont 4 groupements féminins membres de l'Union régionale des groupements de commercialisation des céréales du Sahel, soit 653 membres dont 117 femmes.

-3 groupements d'éleveurs composés de 74 membres dont 44 femmes.

-2 groupements maraîchers composés de 65 femmes.

-5 communes rurales (Markoye, Falangoutou, Titabé, Higa, Seytenga) de la région du Sahel, soit 189 élus locaux dont 17 femmes pour une population totale de 117 600 habitants.

Total pour le BF : 35 OP de base, 1 union régionale de commercialisation des céréales pour un total de 792 membres, dont 226 femmes, et 189 élus locaux, dont 17 femmes, de 5 communes bénéficiaires directs du projet et 117 600 bénéficiaires indirects.

🇲🇱 **Mali : Région de Kayes (AMASSA et GRDR Mali)**

-40 OP de base de la Fédération des associations féminines impliquées dans des actions céréalière en région de Kayes, soit 8 000 membres

-28 OP de base de Supunu Kafô, un regroupement de coopératives d'approvisionnement soit 5 000 membres ;

-26 OP de base de la Coordination des Associations féminines transformatrices des produits agroalimentaires, soit 6 000 membres

-10 OP de base du Réseau des horticulteurs de Kayes (RHK), soit 650 membres dont 70% de femmes ;

-10 OP et groupement inter villageois l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP) de Kayes soit 8 300 membres dont 5 147 femmes ;

-12 OP de l'Union régional des Coopératives Agricoles de Kayes (URCAK), dont 11 OP féminines soit 1 868 membres dont 1 810 femmes

-9 communes du Cercle de Kayes et 2 communes du Cercle de Yélimané, dans la région de Kayes soit 134 élus communaux pour une population totale de 293 914 habitants.

-Le Conseil régional de Kayes (CRK)

Total pour le Mali : 126 OP de base issues de 6 unions régionales pour un total de 29 818 membres, dont 26 412 femmes, et 134 élus, dont 7 femmes, sur 11 communes bénéficiaires directes du projet

	<p>et 293 914 bénéficiaires indirects.</p> <p>🇸🇳 Sénégal : Régions de Matam et Tambacounda (GRDR)</p> <p>-9 Cadres de concertation Locale des Organisations Pastorales (CLCOP) des 8 Communautés Rurales de Ballou, Bélé, Moudéry, Sinthiou Fissa, Gabou, Orkadjéré, Bokiladji et Aouré et 03 communes (Bakel, Diawara et Demancané) regroupant 412 OP de base, soit 12 060 membres.</p> <p>-2 Cadres régionaux de concertation des ruraux (CRCR).</p> <p>-8 Communautés Rurales de Ballou, Bélé, Moudéry, Sinthiou Fissa, Gabou, Orkadjéré, Bokiladji et Aouré ; 03 communes (Bakel, Diawara et Démancané) (région de Tambacounda et Matam), soit 493 élus communaux pour une population totale de 216 991 habitants.</p> <p>-2 Conseils régionaux de Matam et de Tambacounda.</p> <p>Total pour le Sénégal : 11 collectifs d'OP pour un total de 12 060 membres, dont 6 512 femmes, et 493 élus locaux, dont 74 femmes, sur 11 communes/ communautés rurales, bénéficiaires directes du projet, et 216 991 bénéficiaires indirects</p> <p>🇲🇷 Mauritanie : Régions du Gorgol et du Guidimakha (GRDR)</p> <p>-Fédération des Eleveurs du Gorgol (FEG) soit 12 000 membres dont environ 3 500 dans la zone du projet.</p> <p>-Le CUCG (Collectif des Unions de Coopératives) avec 2 100 membres sur 4 communes.</p> <p>-Le cadre de concertation de la filière patate douce au Gorgol qui regroupe 612 producteurs de patate douce, les services techniques (SONADER), des élus locaux, des commerçants, transporteurs et détaillants désignés par les producteurs comme étant leurs collaborateurs directs et des femmes du GIE agro industriel de Fom Gleïta transformant les produits agricoles dont la patate douce.</p> <p>-L'Association des Usagers du Walo (AUW) composée de paysans ressortissants des 28 villages de la zone de décrue de l'oued Gharfa au niveau des communes de Maghama et comptant plus de 800 membres.</p> <p>-15 communes transfrontalières de la Mauritanie (avec le Mali et le Sénégal).</p> <p>-L'Association des Maires et Parlementaires du Gorgol (AMPG).</p> <p>-L'Association des Maires au Guidimakha (AMaiG).</p> <p>Total pour la Mauritanie : 4 organisations faitières régionales pour un total de 7 042 membres et 253 élus locaux sur 15 communes, bénéficiaires directs du projet, et 220.148 bénéficiaires indirects</p>
--	--

Durée totale du projet	3 ans
-------------------------------	--------------

Coût total de l'opération	1 608 326 €	100 %
Participation de l'AFD	804 163 €	50 %